

# Sur la question du cannabis, le maire de Châteauroux fait volte-face et veut « terroriser les trafiquants »



Jusqu'à-là favorable à la dépénalisation du cannabis, Gil Avérous se dit aujourd'hui résolument contre et prêche, au contraire, une doctrine répressive et sans aucune tolérance.

Pierre-Yves Rochcongar

**Tours** - Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Mais il y a aussi des volte-faces surprenantes et des revirements à 180 ° difficilement intelligibles. En tout cas, Gil Avérous a complètement changé de position au sujet du cannabis. En 2020, avec quelques-uns de ses amis des Républicains, et contre le positionnement du parti auquel il adhère encore, alors dirigé par Éric Ciotti, il avait signé une tribune dans le Journal du dimanche afin de plaider pour la légalisation de la consommation et commercialisation du cannabis .

## « Il faut terroriser les trafiquants avec des peines de prison ferme »

Depuis cinq ans, le maire de Châteauroux a multiplié les interventions sur le sujet. En juin 2023, Gil Avérous a ainsi signé une autre tribune appelant à expérimenter un modèle local de légalisation du cannabis. L'idée étant de maîtriser la filière, la production, la distribution tout en l'accompagnant d'une politique de prévention. Une position audacieuse, voire insolite en France tant les politiques publiques en ce domaine se contentent d'une doxa simpliste, sans imagination et sans résultat concret depuis des décennies. Mais, depuis dimanche 12 janvier, la ligne n'est plus du tout la même. Lors de son intervention dans l'émission de France 3 Centre-Val de Loire, Dimanche en politique, Gil Avérous a tenu un tout autre discours au sujet du cannabis. Un point de vue qu'il a réitéré

lors de ses vœux, face à la presse castelroussine, mardi 14 janvier.

Le pétard s'est allumé en réponse à une question sur les différents homicides qui ont eu lieu à Châteauroux, en 2024. « On constate une augmentation de la violence dans la société et aujourd'hui j'ai une analyse différente de la situation », a d'abord souligné le maire.

Si on suit son raisonnement, « les mafias se développent jusque dans les villes moyennes pour mettre la main sur les trafics ». Et le maire de Châteauroux d'affirmer que l'homme abattu par une arme automatique à Saint-Jean début juin 2024 était le fait d'un cartel extérieur.

### **Le taux de THC augmente**

Insécurité grandissante et violences extrêmes autour des trafics mais aussi modification de la nature même du cannabis sont autant d'éléments avancés par le maire pour justifier son nouveau discours. « Le taux du THC (1) a augmenté en flèche et si on ne meurt toujours pas d'overdose du cannabis, cela crée de la dépendance. Et s'il demeure le produit le plus consommé, la propension à se tourner vers la cocaïne est aussi de plus en plus forte. J'ai aussi pu constater qu'elle était présente dans le sport lors de mon passage au ministère. »

Les constats dressés par le maire vont un peu dans tous les sens. Et si le trafic de cannabis se porte aussi bien en France, c'est aussi parce que les politiques répressives et prohibitives ont démontré leur manque d'efficacité.

### **Rien à voir avec son passage au gouvernement**

Gil Avérous n'est pas loin de penser la même chose. Mais il a modifié son logiciel. « Nous sommes dans une situation, avec le développement de la vente sur Internet, qu'il nous faut des moyens pour mettre un terme à ces trafics. Il faut terroriser les trafiquants avec des peines de prison ferme dès qu'on arrête un trafiquant. Aujourd'hui, l'argent de la drogue est tellement important qu'il dérègle les repères de notre société. »

Et le maire d'évoquer des ouvertures de commerce dans le seul but de blanchir de l'argent. « C'est en constatant l'évolution dans les quartiers que j'ai changé d'avis. Si on dépénalise d'un côté le cannabis et que de l'autre on fait de la répression sur les autres drogues, le message ne serait pas facile à entendre. »

Et quand on évoque son passage dans le gouvernement Barnier comme source de ce revirement, Gil Avérous répond qu'il n'était pas au ministère de l'Intérieur, dans les bureaux de Bruno Retailleau.

### **Pierre-Yves Rochcongar**

[Source NR36](#)